

Date : 04/06/2013

Réf : RELAUT/MINEFI/1306-01

M. Jean-Marc AYRAULT

Premier Ministre

Hôtel de Matignon

57 rue de Varennes

75700 PARIS

Objet : Décret n  2013-434 du 27 mai 2013 – date limite d'organisation de l'AG dossier suivi par Dominique Verdera (dverdera.mipss@orange.fr)

Monsieur le Premier Ministre,

Vous avez apposé votre signature au bas du décret n  2013-434 du 27/05/13, relatif à la convocation des assemblées générales des mutuelles et des unions soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel. Il est paru au Journal Officiel de la République Française du 29/05/13 (page 8826 texte n  9) (ref NOR: AFSS1307892D).

Sur le principe, nous émettons les plus vives réserves sur **l'utilité** d'un tel texte qui vient une fois de plus rogner la souveraineté de l'assemblée générale des **sociétés de personnes** que sont les mutuelles relevant du code de la mutualité.

Plus concrètement, nous souhaitons vous alerter sur **l'inapplicabilité de l'article 2** de ce décret qui stipule que, « *pour l'application de l'article R. 114-3 à l'examen des comptes de l'exercice 2012, le délai prévu à cet article est fixé au **31 octobre 2013*** ».

Nous espérons que vous serez sensible à quelques éléments de **bon sens** sur le sujet et en tirerez rapidement les conséquences qui nous paraissent devoir s'imposer.

En effet, **le fonctionnement de la démocratie** au sein d'une société de personnes impose quelques contraintes aux différents acteurs :

1. l'existence d'un planning de réunions déterminé à l'avance pour permettre aux élus concernés et aux acteurs extérieurs (commissaire aux comptes, par exemple) d'organiser leur emploi du temps **pour être présents aux réunions** ;
2. la date de l'assemblée générale, fixée à l'avance, conditionne la date des réunions préparatoires (Bureau, Conseil d'Administration, Comité d'audit, ...). Cette organisation est rendue nécessaire par le **processus d'approbation préalable** des informations qui sont communiquées à l'assemblée générale (processus lui-même encadré par les textes en vigueur, faut-il le rappeler !)
3. la convocation des adhérents d'une société de personnes en assemblée générale suppose une **communication en amont** auprès des adhérents et délégués (par voie de presse, par exemple) et, surtout, **la réservation d'une salle** permettant d'accueillir un nombre conséquent de personnes.

Pour les raisons évidentes évoquées ci-dessus, nous comprenons mal le caractère d'urgence qui vous a poussé à fixer la date-limite de tenue d'une assemblée générale à 5 mois de la date de parution du texte ! Il aurait été plus simple de décider que la mesure prenait effet « *pour l'examen des comptes de l'exercice 2013* » !

L'Assemblée Générale de notre mutuelle est fixée au jeudi, 14/11/13. Cette date a été communiquée aux administrateurs et aux adhérents. Une salle a été réservée à cet effet auprès de l'hôtel ACE à Clermont-Ferrand.

Plus généralement, nous comprenons mal l'acharnement des pouvoirs publics à faire ou laisser faire ce qui ressemble à s'y méprendre à une lente mise à mort des petites mutuelles de ce pays.

De la publication de règles prudentielles obsolètes en 2004 à ce décret inutile sur la date-limite de tenue d'une AG, en passant par la lourde taxation (TSCA, IS, ...), l'extraordinaire complexité des états et rapports à fournir régulièrement à l'ACP, l'article 1 de l'ANI, ..., que de chemin parcouru par nos mutuelles pour **tenter de survivre**.

Si ce gouvernement, en général, et son Premier Ministre, en particulier, ne prêtent aucune attention aux petites **sociétés de personnes**, alors rien n'a changé sur ce point : seuls les plus gros sont écoutés ; les plus petits n'ont qu'à disparaître.

Dans l'attente de votre intervention, je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes sentiments mutualistes les plus dévoués.

Le Secrétaire-Général,



Dominique Verdera

dverdera.mipss@orange.fr

tél : 07 86 49 44 24

A propos de la MIPSS Auvergne

La Mutuelle Interentreprises du Personnel de la Sécurité Sociale de la région Auvergne est **née en 1952**, par la volonté des **Comités d'entreprises** de ces organismes de proposer aux salariés et retraités, ainsi qu'à leur famille une offre de protection complémentaire santé.

La MIPSS Auvergne et d'autres petites mutuelles ont réussi à surmonter les nombreux obstacles réglementaires, techniques et financiers dressés sur leur route militante, au cours de la décennie écoulée. Elles constituent autant de **Très Petites Entreprises** qui irriguent réellement le tissu de l'économie sociale et solidaire de ce pays et font vivre la démocratie sociale.

La solidarité intergénérationnelle a constitué une orientation constante de la MIPSS Auvergne qui a compté jusqu'à 4 000 personnes protégées jusqu'en 2009, date à laquelle l'UCANSS et quelques organisations syndicales minoritaires ont imposé un contrat collectif obligatoire de branche aux salariés de l'institution.

Forte de ses 1 000 personnes protégées, essentiellement retraitées ou invalides, la MIPSS Auvergne poursuit ses activités, dans le respect de ses engagements historiques de solidarité et de démocratie.

La **MIPSS Auvergne** est une preuve de la viabilité du modèle économique et social des petites mutuelles de proximité.